

# TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 168 | Date 4-10 septembre 2023

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

## DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 61 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

**4 septembre** : Un ancien juge, Hüsamettin Uğur, purgeant une peine de prison pour « appartenance à une organisation terroriste », s'est vu refuser la libération conditionnelle alors qu'il était éligible depuis mai 2023.

## DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

## LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

**7 septembre** : Le gouvernorat de Bursa a fait une déclaration le 6 septembre 2023 et a interdit toutes les manifestations et événements dans toute la province

pendant 6 jours à compter du 5 septembre 2023, citant la marche d'Istanbul à Ankara de l'Association pour la solidarité avec les familles des prisonniers et des condamnés. (TAYAD).

**8 septembre** : à Izmir, 39 travailleurs sont battus et détenus après avoir résisté à leur licenciement pour cause d'appartenance à un syndicat.

**8 septembre** : La police est intervenue auprès des personnes qui protestaient contre la démolition de 411 lieux de travail dans le district de Suruç à Urfa par la municipalité nommée par les syndicats et a détenu 4 personnes.

## LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

**5 septembre** : Des procureurs turcs ont ouvert une enquête sur les organisateurs d'une exposition d'art à Istanbul. Depuis son ouverture, l'exposition a été prise pour cible par des groupes religieux et nationalistes parce qu'elle contenait des nus et faisait la promotion de la propagande LGBT.

**5 septembre** : Un tribunal d'Erzurum a décidé de bloquer l'accès à au moins trois reportages sur les allégations portées contre des bureaucrates de la Direction provinciale des services familiaux et sociaux d'Erzurum, relevant du ministère de la Famille et des services sociaux.

**6 septembre** : Un tribunal pénal de Rize a décidé d'effacer au moins 3 nouvelles faites au cours du procès intenté contre le journaliste qui a rapporté les allégations de harcèlement et de harcèlement moral contre le professeur associé Serkan Hacicaferoğlu au motif de la violation des droits de la personne.

**6 septembre** : 3 articles de presse mentionnant le candidat à la 27ème législature du MHP, le député de Van Şahin Yağar, ont été bloqués par la décision du Tribunal pénal d'Erciş pour cause de violation des droits de la personne.

**6 septembre** : Au moins trois reportages sur Muammer Sarıdoğan, le sous-gouverneur du district de Karayazı et l'administrateur municipal d'Erzurum ont été interdits d'accès par décision du tribunal pénal de Karayazı pour violation des droits de la personne.

**8 septembre** : Un tribunal d'Istanbul a ordonné le blocage et la suppression d'au moins trois reportages mentionnant les noms des sous-chefs de la police d'Istanbul, Hakan Bolat et Cevdet Hürol Öztürk, pour violation des droits de la personne.

## LIBERTÉ DE CIRCULATION

**7 septembre** : Un tribunal turc a imposé une interdiction de voyager à deux journalistes, Faruk Eren et Furkan Karabay, dans le cadre d'une procédure engagée suite à une plainte déposée contre eux.

## INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

**5 septembre** : Sezin Uçar, avocate du Bureau juridique des opprimés (EHB), et Özlem Gümüştaş, coprésidente du Parti socialiste des opprimés (ESP), ont été arrêtées au palais de justice de Çağlayan où elles sont allées témoigner.

**8 septembre** : La section d'Ankara de la Chambre des architectes a annoncé que Muteber Osmanpaşaoğlu, membre du conseil d'administration, avait été licencié 35 jours avant sa retraite alors qu'il était en congé de maladie et sans défense.

## MINORITÉ KURDE

**5 septembre** : 5 supporters d'Amedspor, dont un enfant handicapé, venus au stade avec leurs uniformes pour assister au match Sarıyerspor-Amedspor à Istanbul ont été agressés par un groupe raciste.

**8 septembre** : Le militant politique kurde Amir Kahrizi est menacé d'expulsion vers l'Iran bien qu'il ait droit à la protection en tant que réfugié.

## AUTRES MINORITÉS

**6 septembre** : Le Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTÜK), l'organisme de surveillance de l'audiovisuel turc, a approuvé la diffusion d'une publicité publique anti-LGBT.

**6 septembre** : L'enquête menée contre deux étudiants portant le drapeau LGBTI+ lors de la cérémonie de remise des diplômes de la METU a été élargie. Le rectorat a annoncé qu'il prendrait des mesures à l'encontre de trois autres étudiants portant le drapeau arc-en-ciel.

## CONDITIONS DE PRISON

**6 septembre** : Celalettin Can, écrivain incarcéré dans une prison d'Istanbul, n'a reçu ni nourriture ni eau pendant deux jours.

**8 septembre** : Fevzi Arslan, un prisonnier malade de la prison de type T n° 1 d'Urfa, n'a pas reçu le corset dont l'utilisation est obligatoire et n'a pas été envoyé à l'hôpital.

## RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

**7 septembre** : Un avocat a succombé à ses blessures après avoir été abattu par des gardes-frontières turcs alors qu'il tentait d'entrer en Turquie depuis la Syrie via la région d'Idlib, dans le nord-ouest du pays.

**8 septembre** : L'acteur de théâtre iranien Ali Pouransari, emprisonné pendant un an pour avoir participé aux manifestations de Mahsa Jîna Emînî et qui était venu en Turquie avec l'intention d'aller au Canada, a été arrêté et transféré au centre de rapatriement de Tuzla (GMM). Les autorités turques veulent remettre Pouransari à l'Iran.

## TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

**5 septembre** : Un agriculteur kurde de la province de Muş, dans le sud-est de la Turquie, aurait été sévèrement battu par des soldats dans un centre de détention.

**6 septembre** : Les avocates Sezin Uçar et Özlem Gümüştaş ont été arrêtées au palais de justice d'Istanbul où elles s'étaient rendues pour faire une déclaration. Le procureur a demandé qu'un échantillon de sang leur soit prélevé, mais les avocats ont refusé de donner un échantillon de sang, et un échantillon de cheveux a été prélevé de force.

**8 septembre** : Oya Ş., qui vit à Izmir, a déclaré que les officiers de police du commissariat de Bornova Çamdibi ont utilisé du gaz poivré, l'ont battue et l'ont attaquée avec des remarques sexistes et racistes.

**8 septembre** : Une personne nommée Baki Kuzey a été soumise à des violences physiques par les gardiens avec lesquels il s'était disputé dans le district de Çankaya à Ankara et a été détenue en étant menottée dans le dos.

## **DROITS DES FEMMES**

**7 septembre** : 31 ont été assassinées par des hommes en Turquie en août, tandis que 20 sont mortes dans des circonstances suspectes.